

**Une épidémie de peste d'une exceptionnelle gravité a frappé près de la moitié des districts de la Grande île, touchant tout particulièrement la capitale et la ville de Toamasina.** Dans la grande majorité des cas, il s'agit de peste pulmonaire, particulièrement contagieuse. D'août à fin octobre, plus de 1 200 cas ont été recensés, faisant près de 130 morts. **La gestion de l'épidémie a mis à mal la crédibilité de l'Etat.** Pour le sociologue André Rasolo, l'absence de mobilisation générale des Malgaches face à l'épidémie que l'on a pu observer est la manifestation de la **fragmentation de la société** : des murs invisibles entre la classe politique, ceux qui profitent du système, ceux qui en sont exclus, ne permettent pas de faire l'union de tous devant un danger collectif. La population a difficilement accepté l'application des consignes de prophylaxie. Les réseaux sociaux ont véhiculé **fausses rumeurs et désinformation**, entretenant tantôt la **psychose**, tantôt un climat **d'incrédulité** ou de **suspicion**. « *Chaos, confusion, désarroi, catastrophes... aucun vocabulaire ne peut exprimer la vie et le sentiment provoqués par l'épidémie de la peste ces dernières semaines à Madagascar. La vie socio-économique de toutes les zones concernées dont la capitale est complètement sens dessus dessous depuis l'annonce de l'épidémie* », a écrit Tribune, qui poursuit : « *la gestion de l'épidémie est plus que lamentable. La stratégie change à tout bout de champ. (...) La psychose et l'ignorance ont tué plus que l'épidémie de la peste elle-même. (...) La défiance envers l'Etat en général n'arrange pas la situation* ». **Le pic de l'épidémie semblait cependant avoir été atteint en fin de mois.**



En visite à Madagascar, **le SG adjoint de l'ONU, accompagné de la coordinatrice du Système des Nations unies, a rencontré les membres de la CNIDH** pour faire le point sur les défis de l'organisation d'élections justes et transparentes, exemptes de contestations. Une **délégation de l'OIF** s'est rendue à Madagascar pour procéder à un **audit du dispositif électoral**. Les actions de la CENI se focalisent actuellement sur trois points essentiels : la révision annuelle de la liste électorale, l'amélioration du code électoral et le renforcement de capacités des membres de la Commission. La dernière révision de la liste électorale a permis d'accroître de 6,3 % le nombre des inscrits. **L'objectif est d'atteindre les 10 millions d'inscrits en 2018.** Un effort particulier reste à accomplir vis-à-vis des femmes et des jeunes. La CENI compte amener les entités politiques qui prendront part à la campagne électorale à s'accorder sur une **charte de bonne conduite**. **Le comité interministériel chargé de la révision de l'encadrement juridique du processus électoral a organisé une restitution publique de ses travaux** mais il s'est limité à présenter un tableau comparatif de ses recommandations, estimant qu'il n'était pas de sa compétence de rédiger un avant-projet de loi. Selon *L'Express*, les propositions formulées par le comité portant sur l'indépendance financière de la CENI et ses prérogatives en matière de fixation du calendrier électoral sont **en retrait par rapport aux souhaits exprimés précédemment par la commission consultative**. Pour certains participants, ces consultations qui se prolongent auront pour conséquence le report des échéances électorales. Des membres de la société civile contestent la composition du Comité et demandent que la rédaction de l'avant-projet de loi se fasse de manière inclusive. La **diaspora malgache en France** a reçu des délégations du HVM et du TIM. A un an de la présidentielle, les expatriés sont sollicités pour apporter un appui financier, bien que le droit de vote ne leur soit pas encore accordé.

Agé de 90 ans, **l'ancien président Zafy Albert est décédé** dans un hôpital de La Réunion où il avait été transféré pour un AVC. L'homme politique, très respecté, a été considéré comme le père de la démocratie à Madagascar. L'empêchement de ce « *Gorbachev malgache* », décrété par le Parlement en 1996, « *marque la fin des illusions sur une classe politique prête à tout pour conquérir le pouvoir* », selon TV5 Monde.

**L'épidémie de peste et l'insécurité ont éclipsé l'examen de l'ordre du jour de la nouvelle session parlementaire.** Les élus constatent que les pouvoirs publics ne parviennent pas à faire face efficacement à la situation. La question du dépôt d'une **motion de censure du gouvernement** est de nouveau à l'ordre du jour. Des élus ont demandé la création d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur les conditions d'acquisition des véhicules 4x4 qu'ils n'ont pas encore pu obtenir.

**Une séance d'exorcisme a été organisée au siège de la HCC, titre *Midi*, qui qualifie l'évènement d'« inhabituel et incompréhensible ».** L'initiative aurait été prise par le président Jean Eric Rakotoarisoa et les hauts conseillers. L'instance dirigeante de la HCC a fait appel à un pasteur et à trois « bergers » (« *Mpiandry* ») issus de la FJKM.

**« Madagascar, nouvelle terre de conquête des islamistes », titre *Le Figaro*.** Selon le reporter du quotidien français, la population s'interroge sur la prolifération des mosquées et madrasas sauvages, aussi bien sur la côte sud-est que celle du nord-ouest, entre Antsiranana et Mahajanga, critiquant le « laxisme et l'inconscience » de l'administration.



www.newsmada.com 19/10/17  
démision par ses pairs favorables au pouvoir.

**Le projet de révision de la Constitution compromis ?** La forte opposition rencontrée par le chef de l'Etat vis-à-vis de son projet de modifier par référendum les règles relatives à la démission du chef de l'Etat qui serait candidat à sa propre succession laisse penser que le pouvoir est à la recherche d'une solution de substitution. Le président du parti HVM, Rivo Rakotovo, ministre de l'agriculture, a été nommé au Sénat sur le quota présidentiel, en remplacement d'un sénateur démissionnaire. Pour les observateurs, cet homme de confiance pourrait assurer l'intérim du président de la République dans l'hypothèse, plus que probable, où celui-ci postulerait pour un nouveau mandat. **Le président du Sénat serait acculé à la**

**Le Conseil du Fampihavanana Malagasy (CFM) a mis en place son bureau permanent et procédé à l'élection de son président.** Un décret devrait définir les faits indemnisables et amnistiables. L'amnistie pourra être accordée après transmission des requêtes à une commission de la Cour suprême. **Pour *Midi*, la réconciliation nationale est devenue orpheline avec la disparition du « Père de la démocratie »,** le Pr Zafy Albert, ancien président de la République, décédé au cours du mois.

**Relations conflictuelles entre le pouvoir et la justice :** le gouvernement a fait souder en position ouverte les accès au tribunal de la capitale pour s'opposer au mouvement de grève des magistrats et des greffiers. Le syndicat de enseignants-chercheurs a condamné le recours à la force et les violences perpétrées par les forces de l'ordre contre les grévistes le 28 septembre et **la CNDH a jugé excessives les réactions du pouvoir**, tout en exhortant les grévistes à organiser un service minimum. La Cour s'est déclarée préoccupée par de **l'incidence de la grève sur le fonctionnement des services pénitenciers**, fragilisés par la surpopulation carcérale. Les greffiers ont cessé leur mouvement, estimant avoir obtenu satisfaction portant sur des revendications catégorielles. Le SMM, en revanche, était toujours en attente de la réponse du pouvoir sur **la refonte des textes régissant la magistrature et le fonctionnement de la justice.** Une commission aurait été mise en place pour élaborer un projet de réforme à soumettre au gouvernement et au vote du Parlement.

**Un ressortissant français d'origine indienne a encore été enlevé dans la capitale.** Le Collectif des Français d'origine indienne a lancé un appel aux partenaires de la Grande île pour qu'ils accompagnent les autorités dans la mise en œuvre d'un dispositif permettant de mettre fin à ces pratiques. Le jeune *Karana*, séquestré durant 18 jours, a finalement été relâché. Ses ravisseurs courent toujours. Les investigations sont menées par une cellule mixte de gendarmes et de policiers, appuyée par un expert français. La brigade criminelle serait sur les traces **d'un réseau maffieux.** Les risques d'enlèvement incitent des opérateurs à quitter la Grande île et à rejoindre les îles sœurs.

**Opération anti-dahalo : 300 militaires sont stationnés à Ihosy.** Des armes performantes sont mises à disposition de ce bataillon interarmes. Le secrétaire d'État à la gendarmerie réclame des dotations en hélicoptères gros porteurs pour lutter plus efficacement contre l'insécurité en zone rurale. Des exactions commises par des groupes de dahalo ont encore été signalées et un couvre-feu a été instauré à Maevatanana. Des exécutions extrajudiciaires ont frappé des individus suspectés d'avoir commis des cambriolages.

**Une tonne et demi d'ossements humains a été saisie à Mahanoro.** Ce mystérieux trafic qui porte atteinte aux valeurs ancestrales malgaches sévit tout particulièrement dans cette région de la côte Est.

**Le procès de l'affaire Rehana Michel a été renvoyé pour la 3<sup>e</sup> fois.** Premier substitut du procureur du tribunal de Toliara, le magistrat avait été tabassé à mort en décembre 2011 par des policiers. En mars 2017, lorsqu'ils ont reçu leur convocation pour être auditionnés, les proches des policiers et les notables de la région ont organisé une

manifestation pour s'opposer au transfert des 39 prévenus. Aucun ne s'est présenté au tribunal. Les proches de la victime ont affirmé ne pas avoir reçu leur convocation pour l'audience. Ils n'écartent pas « *la possibilité d'une manœuvre visant à arrêter la poursuite contre les auteurs de ce meurtre* », rapporte *Midi*.

**Des organisations de la société civile veulent s'assurer de la bonne moralité des magistrats candidats au Conseil supérieur de la magistrature (CSM).** Afin de permettre le contrôle a priori de moralité des candidats par les autorités compétentes, elles en appellent aux citoyens possédant des informations relatives à d'éventuels pratiques de corruption, abus ou mauvaise conduite concernant l'un ou l'autre des candidats.

**Plusieurs magistrats ont été sanctionnés par le CSM pour suspicions de corruption et d'abus.** Quatre d'entre eux ont reçu un avertissement.

**Un policier gardé à vue à la gendarmerie.** Le policier, en fonction à Ihosy, est suspecté de trafic d'armes et de pierres précieuses. En tenue et armé, dépourvu d'ordre de mission, il escortait un poids lourd transportant de la Labradorite à destination d'Antananarivo.

**Quatre trafiquants d'armes ont été placés sous mandat de dépôt.** Trois complices ont bénéficié d'une liberté provisoire. Un fonctionnaire serait le commanditaire. La bande a été prise au piège par un policier en civil qui s'est fait passer pour un acheteur. Les investigations s'orientent vers les services des douanes qui auraient pu couvrir ces importations d'armes.

**Un réseau de pirates des télécommunications a été démantelé par la police,** en collaboration avec les opérateurs de téléphonie mobile et l'Autorité de régulation des technologies de communications. Les coupables ont été écroués et leurs matériels ont été saisis.

**Blanchiment de capitaux : 900 milliards Ar d'infractions financières depuis 2016,** a révélé le DG du SAMIFIN en marge de la clôture d'une formation des enquêteurs de la gendarmerie. Les infractions liées à la fiscalité et aux impôts constituent la majorité des cas. L'institution traite actuellement près de 140 déclarations d'opérations suspectes, fruit de la collaboration des autorités judiciaires avec les banques. Le DG du SAMIFIN a évoqué le financement du terrorisme via les institutions bancaires, un phénomène qui prendrait de l'ampleur et préoccupe les autorités.

**Une cellule anti-kidnapping mise sur pied. Une convention a été signée entre le ministère de la justice et les opérateurs téléphoniques.** Est également annoncée la désignation d'un magistrat référent qui devrait disposer d'une compétence nationale, comme l'avait demandé l'ambassadrice de France le 14 juillet.

**Pour l'ambassadeur des Etats-Unis, le manque de redevabilité des responsables étatiques compromet les progrès accomplis par le pays depuis le retour à l'ordre constitutionnel.** « *Search for common ground* » (SFCG) apportera, à travers le projet « *Samy Gasy* », un appui aux entités chargées de favoriser la transparence et la lutte contre la corruption.

**Décès de Mathilde Rabary, présidente fondatrice en 1999 de l'ONG « SOS aux victimes du non-droit »,** engagée dans la défense des droits de la femme. Avocate et médecin, elle a créé la clinique juridique « *Mifohaza* » (Réveillez-vous) en 2004 pour accueillir et soutenir les filles et femmes victimes de violences et de viols.

**La question de l'avortement a été au centre d'un débat organisé à l'université d'Antananarivo** par le Conseil national des femmes malgaches qui regroupe les associations de défense des droits des femmes. La loi autorisant le planning familial doit venir prochainement en discussion au Parlement. Il y sera notamment question de l'avortement. Même s'il est pénalisé par la loi malgache, de nombreuses femmes y ont recours clandestinement.

**Envoi de femmes malgaches au Koweït :** un homme, suspecté d'être à la tête d'un réseau de traite, a comparu devant le tribunal d'Anosy. **Un hébergeur de migrantes a été écroué.** Le service des enquêtes spécialisées a intercepté à l'aéroport d'Ivato trois jeunes filles en partance pour Guangzhou. Auditionnées, elles ont révélé qu'elles devaient rejoindre cette ville pour se marier. Deux femmes résident en Chine seraient les commanditaires de ce trafic de vente de femmes à de riches ressortissants de ce pays.

Le rapport annuel le FNUAP contient de nombreuses recommandations adressées à Madagascar pour **réduire les inégalités dont sont victimes les femmes.** Les Nations unies attendent des mesures en faveur du planning familial et de la lutte contre les violences basées sur le genre.

**Les universités de Toamasina et de Mahajanga ont connu des troubles,** sur fond de problèmes liés aux conditions de travail des étudiants, de non-paiement de bourses, auxquels s'ajouteraient, sur le campus de Mahajanaga, des rivalités d'origine ethnique.

**Du progrès dans la lutte contre les pires formes de travail des enfants ont été enregistrés en 2016, selon l'Unicef.** Cependant des enfants exercent toujours des activités dangereuses dans l'agriculture et le secteur des mines. De nombreux enfants restent engagés dans l'exploitation sexuelle commerciale, parfois à la suite de la traite des personnes. De graves lacunes sont encore constatées dans le cadre juridique, l'application des lois et la prise en charge des victimes.

**Le chanteur et créateur de la chanson « Au secours Soamahamania », Rah-Ckiky, a été agressé chez lui par deux individus qui l'ont gravement blessé.** Il avait reçu des menaces depuis plusieurs semaines pour exiger le retrait de sa chanson en faveur de la lutte des villageois de Soamahamania contre l'exploitation aurifère chinoise.

**Les services de la police nationale ont renforcé la surveillance des facebookers qui propagent de fausses informations** en rapport avec la progression de l'épidémie de peste, créant une véritable psychose dans la population. Au moins dix individus feraient l'objet de poursuites. Les services de lutte contre la cybercriminalité font également mention de nombreuses plaintes reçues pour publications contraires aux bonnes mœurs sur Facebook. Depuis le mois de mai, deux arrestations de facebookers ont été effectuées.

**Bras de fer entre Lalatiana Rakotondrazafy, présidente du parti Free et DG du groupe de médias Free, et Mahery Lanto Manandafy, fils de l'homme politique Manandafy Rakotonirina.** Une plainte a été déposée contre Mahery Lanto Manandafy pour des propos et informations publiés sur Facebook et jugés diffamatoires.

**Le président du Sénat a retiré sa plainte contre les journalistes du groupe FreeNews,** plainte qui faisait suite à un article paru dans ce quotidien faisant état d'un immeuble en cours de construction, qui aurait appartenu à l'homme politique. Un règlement à l'amiable a été trouvé à l'issue d'une rencontre entre les parties.

**La station Radio Jupiter de Fernand Cello à Ilakaka a été nominée Prix RSF-TV5 Monde 2017.** Une première pour un média malgache et une distinction remarquable en faveur du journaliste d'investigation condamné en septembre à deux mois de prison avec sursis pour des motifs fallacieux.

Suite aux avis de recherche lancés récemment par le Bianco à l'encontre de trois importants opérateurs impliqués dans des **exportations illicites de bois de rose en 2014 et 2015**, la presse révèle que l'un d'eux aurait trouvé refuge en Chine. L'absence de coopération judiciaire entre les deux pays ne permettrait pas son extradition.

Après 4 ans d'investigations, le Bianco a obtenu la comparution de **quatre individus impliqués dans l'exportation illicite de 9 000 rondins à destination de Singapour**, dont un ressortissant chinois très connu mais les quatre prévenus ont été remis en liberté provisoire. Le Mouvement pour la liberté d'expression (MLE) affirme que Mbola Rajaonah, conseiller à la présidence, est le commanditaire de cette opération. La presse redoute qu'il n'y ait pas de réelle volonté politique de faire aboutir ce dossier.

**Des exploitants chinois ont été surpris en pleine activité d'orpaillage** au cœur d'une aire protégée près de Vohémar. Ils ont été expulsés par la police des mines avec l'appui de l'ONG Fanamby.

Le CRAAD-OI et le Collectif Tany dénoncent la persécution des défenseurs des droits des communautés face à la **reprise de l'exploitation aurifère illégale d'opérateurs chinois dans le district de Mananjary.** Le chef de région et les responsables administratifs avaient ordonné l'arrêt de l'exploitation mais celle-ci aurait repris avec l'aval des autorités. Un **défenseur des droits, Raleva**, venu vérifier la délivrance de cette autorisation, a été séquestré, placé en garde à vue puis incarcéré. Plusieurs personnes ont été menacées. Dans une déclaration, Amnesty International a exigé la libération immédiate et inconditionnelle de Raleva, emprisonné sur la base d'accusations qui auraient été forgées de toutes pièces. L'organisation se dit préoccupée par **l'utilisation abusive qui est faite de la justice pénale** en vue de cibler les défenseurs des droits humains et de museler les personnes qui dénoncent les projets d'exploitation de ressources naturelles. Elle condamne un **recours excessif à la détention provisoire**, notamment à l'encontre de défenseurs des droits humains. Une « *Action urgente* » a été lancée pour demander au chef de l'Etat et à la ministre de la justice la libération de Raleva, dont la demande de mise en liberté provisoire a été rejetée. Lors du procès qui s'est tenu à Mananjary, il a été libéré mais **jugé coupable et condamné à 2 ans de prison avec sursis.** Son avocat va se pourvoir en appel.

**Le projet minier de la société canadienne DNI Metals à Brickaville soulève de fortes oppositions.** Le Collectif Tany exige que soit respectée la liberté d'expression des villageois et que cessent les menaces contre ceux qui refusent de céder leurs terrains, même en contrepartie d'indemnités. L'organisation a appelé l'opinion à soutenir les défenseurs de la terre et de l'environnement et à signer une pétition en ligne.

**L'extraction d'ilménite, de zircon et de rutile de Ranobe débutera en 2020.** Le projet, piloté par la compagnie australienne World Titanium Resources, aura duré 20 ans jusqu'à la phase de mise en exploitation, pour un montant d'investissements de 300 millions de dollars. Le gisement s'étend sur 15 km, pour 12 millions de tonnes à exploiter sur une durée portée à 60 ans. Selon *Midi*, les séances de concertation organisées par Toliara Sands ont fourni la démonstration de **l'adhésion de la population au projet.**

**Le CRAAD-OI et le Collectif Tany ont condamné la détention préventive de personnes qui luttent pour la sauvegarde de terres dont elles ont été expulsées** en mai 2017 à Miadanandriana Ampefy et placées en détention préventive dans l'attente de leur procès.

**L'Accord de partenariat Economique (APE) entre l'UE et Madagascar, renouvelé en 2012, a fortement contribué à l'augmentation des exportations malgaches.** Le ministre du commerce précise que 40 % des exportations malgaches vont vers l'UE alors que seulement 20 % des importations proviennent du Vieux continent. La majorité des consommateurs malgaches ne peuvent pas avoir accès aux produits provenant de l'UE en raison de leur coût. Le pays est contraint de se tourner vers les produits bon marché et de basse qualité en provenance d'Asie, note *Tribune*. S'agissant des exportations, Madagascar a encore de gros progrès à réaliser en matière de respect des normes techniques et sanitaires imposées par l'Europe et de diversification de ses exportations.

**Pour le ministre de la coopération économique et du développement allemand, « la corruption rend les choses difficiles aux entreprises allemandes et européennes »,** ajoutant encore : « nous comptons sur Madagascar pour être sûr que l'argent du contribuable allemand soit dépensé à des fins raisonnables ». Si ces conditions étaient réunies, un accord-cadre de coopération pourrait être signé et porter le montant des investissements allemands à 200 millions d'euros, consacrés à la défense de l'environnement, à la décentralisation et au secteur de l'énergie. A travers le PAM, la coopération allemande soutient 240 000 personnes victimes de la faim dans le Grand Sud.

**L'ambassadeur de Turquie, sur le départ, se félicite d'avoir laissé des réalisations marquantes dans la Grande île** durant les trois années de son séjour, citant notamment la création de la ligne aérienne entre Istanbul et Antananarivo. La Turquie aurait investi durant cette période plus de 100 millions de dollars à Madagascar, en grande partie dans le secteur de l'énergie.

Madagascar figure parmi les principales destinations de **coopération décentralisée des collectivités françaises**. Les opportunités de coopération sont considérables mais nombre de communes ne peuvent en bénéficier en raison de problèmes liés à la gouvernance, à la capacité et au savoir-faire. Afin de lever ces obstacles, le ministère des affaires étrangères devait organiser à la fin du mois les 2e Assises de la coopération internationale des collectivités malagasy et françaises mais l'épidémie de peste a imposé l'annulation de la manifestation.

**La Banque mondiale accorde 5 millions de dollars** supplémentaires au budget de l'État au titre du financement du plan national de riposte contre la peste. « Ils devront être gérés selon des principes de transparence et redevabilité », rappelle-t-on.



Newsmada - 17/10/17

employés, fournisseurs, clients et population locale ont manifesté contre cette fermeture, décidée avant l'aboutissement de la procédure contradictoire en cours.

**L'usine Tiko-AAA d'Antsirabe fermée par les autorités.** Les raisons évoquées sont, entre autres, le non-paiement d'arriérés fiscaux et douaniers, des arriérés de règlement de factures à la Jirama, un défaut de permis environnemental et l'absence de certificat de conformité et d'autorisation de mise sur le marché des produits. Les employés ont tenté en vain de s'opposer à cette fermeture. Des affrontements se sont produits avec les forces de l'ordre. **Pour Tribune, « le fond de ce problème n'est autre que politique »,** l'objectif étant d'affaiblir le camp Ravalomanana et de couper également les sources de financement du TIM. Les

**Air Madagascar et Air Austral ont signé leur accord de partenariat stratégique.** L'Etat malgache continuera d'être actionnaire majoritaire avec 51 % et nommera le président du Conseil d'administration. Pour *L'Express*, des zones d'ombre subsistent dans cet accord, à propos notamment des dettes de la compagnie, du sort des petits porteurs ou encore du financement des 40 millions de dollars pris en charge par Air Austral.

**L'autosuffisance alimentaire est encore à venir.** « Madagascar procèdera certainement à l'importation d'environ 150 000 à 200 000 tonnes de riz jusqu'au mois d'avril 2018 pour palier à l'insuffisance de la production locale de cette saison », indique le ministre de l'agriculture. Une nette tendance à la hausse des cours est enregistrée sur les marchés, provoquée pour partie par les rétentions de stocks des collecteurs.

**Le gouvernement envisage de créer près de Moramanga une nouvelle cité dédiée à l'industrie textile.** Elle bénéficierait d'une position géographique particulièrement intéressante, à mi-chemin entre les deux pôles de

croissance de Toamasina et Antananarivo. Le projet de zone économique spéciale, dévoilé en novembre 2016 lors d'un salon sur le textile et l'habillement en Afrique, pourrait intéresser des investisseurs italiens.

**Madagascar se classe 185e sur 190 pays pour l'indicateur « *Obtenir de l'électricité* » du rapport Doing Business.** Les entreprises doivent attendre 450 jours pour obtenir un nouveau branchement électrique et celles qui sont déjà branchés subissent plus de 6,7 pannes/ mois pour une durée moyenne hebdomadaire d'environ 2,5 heures.

**400 Malgaches expatriés ont participé au forum de la diaspora qui s'est tenu à Antananarivo, une grande première dans l'histoire de la Grande île.** Au cours de son allocution, le ministre des affaires étrangères n'a pas souhaité se prononcer sur la question du **droit de vote des citoyens expatriés**. Des participants ont déploré que Madagascar soit le seul pays du continent qui ne reconnaisse pas encore ce droit.